

Berne : l'union fait la force

Autor(en): **Hager Oeuvray, Nicole**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1402

PDF erstellt am: **23.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281140>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Berne

L'Union fait la force



Elisabeth Joly DR

La solidarité n'est plus un vain mot dans le Jura bernois depuis qu'un noyau de femmes a décidé que la politique pouvait aussi se décliner au féminin pluriel.

Avant la création de l'Union des femmes du Jura bernois (UFJB), la région ne comptait pas de députée au Grand Conseil bernois, plus aucune conseillère nationale, encore moins de préfète. Les choses ont bien changé depuis. Cause ou effet? Un an après la création de l'UFJB, les districts francophones du canton de Berne sont désormais représentés par Yvette Voutat, de Malleray, au législatif cantonal, alors que la préfète Barbara Labbé Hofer entrera en fonction le 1^{er} janvier prochain à La Neuveville. Ajoutons encore à ce palmarès les résultats des élections communales qui, de Tramelan à La Heutte, ont vu une percée des femmes. «On a été victime d'un succès immédiat», constate non sans fierté Elisabeth Joly, présidente de l'UFJB. Et ce succès peut se résumer à un mot: solidarité.

Pour parvenir à ses fins, c'est-à-dire promouvoir la présence des femmes du Jura bernois à tous les échelons de la vie politique, le mouvement féministe a largement recours au bouche à oreille. «Comme nous n'avons pas les moyens de financer des campagnes publicitaires, à chaque élection, nos membres incitent leurs connaissances à aller voter, qui plus est pour une femme que nous jugeons capable», explique la politicienne tramelote. Il en fut ainsi lors de l'élection surprise de la première préfète du canton, Barbara Labbé Hofer. Rebelote lors des élections communales tramelotes où, à une exception

près, toutes les candidates membres de l'Union ont été élues au Conseil général (législatif).

Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, l'UFJB espère que d'ici 25 ans, 50% des mandats politiques seront assumés par des femmes. «Nous savons que c'est mettre la barre extrêmement haut», admet Elisabeth Joly.

Pour tenter d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, l'Union s'efforce, entre autres, de soutenir les candidates aux élections et d'épauler celles qui ont été élues. «De nombreuses politiciennes ne sont pas réélues après une législation ou abandonnent. Elles connaissent encore trop de déceptions dans un monde politique majoritairement masculin», regrette notre interlocutrice. Pour l'exemple, on rappellera le camouflet infligé à la conseillère municipale biennoise Marie-Pierre Walliser, lors des élections municipales de cet automne. «Une politicienne dont l'intelligence, la rigueur et le travail en profondeur n'ont pas été reconnus, regrette sa collègue de parti Elisabeth Joly. Les femmes ne savent pas assez se vendre, faire valoir leurs compétences.»

L'Union fêtera ce mois les 25 ans de droit de vote et d'éligibilité des femmes sur le plan cantonal bernois. Elle poursuivra son travail de sensibilisation en faisant comprendre aux femmes que la politique est l'affaire de toutes et tous.

Autre activité à venir: décerner une «marguerite d'argent» au parti qui se souciera le plus de la représentation féminine sur la scène politique et, à l'inverse, la formation la moins active de ce point de vue se verra attribuer un «chardon». Enfin, l'Union s'attachera à dresser un catalogue des femmes illustres du Jura bernois en vue d'une publication à paraître en l'an 2001, année de l'Exposition nationale. Que de travail en perspective!

Nicole Hager Oeuvery

Fribourg

Plus nombreuses

Les élections cantonales de novembre et décembre dernier dans le canton de Fribourg ne marquent pas une avancée fulgurante des femmes en politique. En premier lieu, l'alliance

de droite démocrate-chrétienne/radicale ne présentait aucune femme parmi ses cinq candidats au Conseil d'Etat. La très populaire socialiste Ruth Lüthi reste ainsi la seule femme dans un gouvernement qui compte sept membres. Au Grand Conseil, les femmes font certes une percée, avec une augmentation de 19 à 28 sièges. Cela ne représente encore guère que 21,5 % des 130 sièges.

Le parti socialiste est toujours le parti le plus ouvert aux femmes. La parité était presque assurée au niveau des candidats et le verdict des urnes n'est pas loin des objectifs, avec 13 femmes sur 32 députés, soit 40,6 %. Le parti chrétien-social suit avec 3 femmes sur 10. En troisième position arrivent les radicaux avec 28 % de femmes dans leur députation.

La lanterne rouge de la représentation féminine est détenue par le parti démocrate-chrétien, premier parti du canton devant les socialistes. Sur 45 députés, il ne compte que 4 femmes, soit 8,9 %. Il faut dire que les femmes influentes du parti, comme la présidente, Nicole Zimmermann, les présidente et vice-présidente des femmes démocrates-chrétiennes Angelika Sekulic et Geneviève Godel ou encore Françoise Eisenring, une routinière de la politique, qui a fait ses armes à Genève où elle a été députée et présidente du PDC cantonal avant de revenir dans le canton de Fribourg en 1981, toutes ces femmes ont refusé d'être candidates.

Pourquoi cette résistance des femmes PDC? Lors des élections fédérales de l'automne 95 et surtout communales du printemps 96, de nombreuses démocrates-chrétiennes ont subi un camouflet. «Elles refusent d'aller une nouvelle fois au casse-pipe», analysait en juin la présidente du parti Nicole Zimmermann, elle-même coiffée au poteau pour 13 voix à l'exécutif de la ville de Fribourg ce printemps. Le 17 novembre dernier, un membre PDC du Conseil communal a été élu à la préfecture de la Sarine. Ainsi, Nicole Zimmermann entre à l'exécutif de la capitale. Elles sont aujourd'hui trois femmes sur neuf à gérer la ville de Fribourg.

Annette Wicht

Genève

«Les droits de la femme sont les droits de l'homme»

Titre du 2^e séminaire du European Women's College (29 et 30 novembre 1996) qui s'est tenu à Genève. Une trentaine de femmes de Suisse alémanique qui suivent une formation continue féministe sur deux ans, ont été accueillies par l'équipe genevoise du European Women's College. Des femmes des organisations internationales et des ONG ont été invitées afin de mieux connaître le féminisme international, son pouvoir de définition et d'action. Le séminaire s'est ouvert sur un vaste plaidoyer pour le travail après Pékin par Maryse Durrer, membre de la délégation suisse à la dernière Conférence mondiale onusienne pour les femmes!

Geneviève Jacques, du Conseil œcuménique des Eglises, a analysé la globalisation du marché et ses conséquences néfastes pour les femmes. Barbara Lochbühler, de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, a attiré l'attention sur la violence sexuelle dont sont victimes les femmes dans les conflits armés. Bema Donkoh, du Haut Commissariat des Réfugiées (ONU), ainsi que Sabine Trommershauser, du Programme sur l'élimination du travail des enfants (BIT), ont montré la difficulté à articuler une «gender analysis» dans les programmes de l'ONU, et ce en dépit du fait que la population concernée est en majorité féminine...

Betsy Baumgartner, de l'ONG-Lobbying, a encouragé les participantes à entreprendre des actions politiques pour concrétiser les recommandations contenues dans les plans d'actions adoptés dans les sommets mondiaux.

Marie-Jo Glardon, d'Espace Femmes International, a évoqué la nécessité d'un travail permanent de traduction en français des documents internationaux anglais ainsi que l'importance d'un soutien international pour les actions des femmes sur le terrain.

Martine Perrochet, du Centre d'accueil pour les femmes réfugiées Camarada, a raconté son travail au quotidien.

Autant de lieux d'apprentissage et de stratégies de soutien féministes internationaux pré-